Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 AVRIL 1847.

Acquisition d'immeubles à Bruxelles (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. LEBEAU.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont je viens entretenir la Chambre, au nom de la section centrale, a rencontré généralement un accueil favorable dans les sections.

La première section l'a admis à l'unanimité; la seconde l'a accueilli par trois voix, un membre s'abstenant; le travail de la troisième n'est point parvenu à la section centrale; la quatrième l'a rejeté par deux voix, un membre s'abstenant; la cinquième l'adopte sans autre indication; la sixième l'adopte par trois voix contre une, un membre s'abstenant.

La première section a reconnu l'utilité pour le Gouvernement comme pour les Chambres de la réunion de tous les Ministères autour du Palais national. Cette réunion, dit-elle, sera surtout utile au Gouvernement pour la prompt transmission des pièces d'un Ministère à l'autre, pour la réunion des Ministres en conseil, pour leurs rapports avec les Chambres, notamment dans les cas assez fréquents où leur présence y est requise. Elle ne trouve pas le prix exagéré et approuve les moyens proposés pour le payement de ce prix.

(1) Projet de loi, n^o 243.

(2) La section centrale, présidée par M. LIEBTS, était composée de MM. ZOUDE, LANGE, DE CORSWAREN, OSY, DE MAX D'ATTENRODE et LEBEAU.

Celles des autres sections qui adoptent le projet se sont bornées à faire demander par leur rapporteur des renseignements sur la valeur des immeubles acquis et sur la destination à donner à ceux que ces acquisitions rendront disponibles.

La quatrième section, la seule dont l'opposition nous soit connue, a pensé que le moment pour faire une acquisition de cette importance est mal choisi; qu'elle n'a d'ailleurs d'autres avantages que de réunir dans le même quartier les Ministères; que, selon elle, le Ministère des Travaux Publics ne devant pas, d'après le projet de loi, être déplacé, et, en réalité, ne pouvant l'être, il n'y a nul inconvénient à laisser deux Ministères à la Place Royale. Elle ajoute à ces observations quelques considérations tirées de notre situation financière, si fâcheuse, dit-elle, qu'il a fallu suspendre l'emploi de fonds alloués pour certains travaux du chemin de fer, et demander à les appliquer à l'augmentation du matériel de transport; qu'ultérieurement le Département des Travaux Publics s'est cru réduit à échelonner sur plusieurs années le paiement de fournitures de rails.

Elle dit que, si plus tard ces acquisitions sont reconnues nécessaires, le prix d'achat est tel qu'il sera facile de renouer la négociation. Elle fait observer que l'appropriation, dans les hôtels acquis, des bureaux nécessaires, entraînera de grandes dépenses. Elle désirerait savoir ce que le Gouvernement compte faire du Ministère de la Justice.

La section, du reste, rejette le mode de paiement proposé, qu'elle considère comme un moyen détourné d'émettre des bons du trésor, et préfère qu'on recoure franchement et ouvertement à ce moyen, si le projet de loi est adopté.

La sixième section, comme on a vu, subordonne son acquiescement à la réunion, dans la rue de la Loi, de tous les Départements Ministériels.

Elle a pensé que ce qu'il y aurait de grandiose et surtout d'utile dans cette réunion, et la compensation qu'elle offrirait, en laissant disponibles les deux vastes locaux occupés par les Départements de la Justice et des Travaux Publics, pouvaient seuls, dans les circonstances actuelles, légitimer les dépenses à résulter des nouvelles acquisitions. C'est sous la réserve expresse de l'engagement à prendre à cet égard par le Gouvernement, qu'elle a adopté le projet de loi.

M. le Ministre des Finances, appelé à la section centrale, a exposé d'abord les motifs qui l'ont engagé à saisir l'occasion qui lui était offerte, et qui pouvait facilement lui échapper, d'acquérir l'hôtel Engler et l'hôtel Daubremé, aux prix stipulés dans les actes d'acquisition. Il a fait connaître les divers partis qu'on pourrait tirer de l'hôtel du Ministère de la Justice, qui occupe, dans une position centrale, une superficie si considérable. Rien n'étant arrêté à cet égard et tout, au contraire, étant réservé, il ne nous a point paru utile d'entrer ici dans ces détails.

M. le Ministre a soumis un plan des lieux et un extrait de la matrice cadastrale des immeubles acquis et de ceux qu'il pourrait être désirables d'acquérir. Ces documents seront déposés sur le bureau de la Chambre.

La section centrale, passant à l'examen du projet de loi, l'a adopté à la majorité de quatre voix contre une, sous la condition expresse indiquée par la sixième section, et acceptée dans les termes suivants par M. le Ministre des Finances, au nom du Gouvernement, après en avoir référé à ses collègues :

« Le Gouvernement prend l'engagement de transférer, rue de la Loi, les Ministères des Travaux Publics et de la Justice, dès que les circonstances le per-

» mettront, et, en tout cas, dans le terme de quatre années, moyennant
 » l'allocation des crédits qui seront reconnus nécessaires pour l'achat ou la
 » construction des locaux destinés aux bureaux. »

La section centrale, adoptant ensuite l'amendement proposé par la quatrième section, est d'avis de modifier dans ce sens le projet ministériel et de déclarer que la dépense sera provisoirement couverte par des bons du trésor.

La majorité de la section centrale a oru qu'en accordant les moyens de réunir, dans la même rue et autour du Palais national, tous les Départements Ministériels, elle se conformait à la pensée qui a amené et fait approuver l'acquisition successive et l'appropriation des hôtels *Torrington, Jacquelart et De Galles*.

Sans doute, en face des circonstances où l'on se trouve, elle eût cru convenable de remettre à d'autres temps ces acquisitions, si elle avait partagé la confiance de la quatrième section; mais elle a craint, par un nouvel ajournement, de retarder pour longtemps, de rendre impossible peut-être, au moins sans des sacrifices excessifs, une combinaison généralement désirée. Elle a dû regretter même qu'on ne l'ait pas réalisée avant l'accroissement toujours continu de la valeur des propriétés bâties dans ce quartier de la capitale.

L'expertise du principal des immeubles, de celui qui représente presque les trois quarts du prix d'acquisition, a été faite par des hommes dignes de toute confiance.

La section centrale a donc pensé qu'il n'y a point d'exagération dans les conditions de l'achat.

Malgré ces diverses considérations, l'acquisition faite par le Gouvernement, les dépenses qu'elle entraînera, conserveront peut-être encore, Messieurs, aux yeux de plusieurs d'entre vous, un caractère d'inopportunité. La majorité de la section centrale, sans méconnaître la force de cette objection, n'a pas cru pouvoir s'y arrêter. La rue de la Loi est la seule qui ait chez nous un caractère monumental. Cette ligne de palais offre un ensemble d'architecture remarquable sous le rapport de l'unité, de l'élégance, du grandiose. Y réunir les Chambres législatives et le Gouvernement, est une pensée si naturelle, qu'elle a occupé, comme nous l'avons vu, toutes les administrations et toutes les Législatures qui se sont succédé chez nous depuis 1830. Les arrangements soumis à votre sanction et les engagements pris par le Gouvernement peuvent seuls assurer la réalisation de cette pensée, et offrir, pour les sacrifices qu'elle entraîne, des compensations notables dans la disponibilité d'autres locaux d'une grande valeur.

Le Rapporteur,

LEBEAU.

Le Président,

LIEDTS.

PROJET DE LOI.

Léopold,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut :

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit supplémentaire de quatre cent quatre-vingt-dix mille francs (490,000 francs), pour l'acquisition de deux hôtels n^{os} 12 et 14, rue de la Loi, et d'une maison n^o 5, rue de l'Orangerie, à Bruxelles.

Ce crédit formera l'article unique du chapitre VIII du Budget des Finances pour l'exercice 1847.

La dépense sera provisoirement couverte par des bons du trésor.

ART. 2.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa publication.